



Du Brexit aux Gilets jaunes, la révolte internationale des classes moyennes

Par Nathanaël Uhl,
chercheur associé à l'association culturelle Joseph-Jacquemotte

Janvier 2019

13.400 signes

Mardi 25 décembre, à Tel-Aviv et Jérusalem, des centaines de personnes se sont réunies, gilets jaunes sur les épaules. Ouvertement inspirées des Français¹, elles entendaient protester contre l'augmentation annoncée du prix de l'eau, de certains aliments ainsi que de l'électricité.

Deux jours plus tôt, c'est au Liban que des centaines de manifestants en gilets jaunes se sont rassemblés pour réclamer une baisse des impôts et des prix des carburants ainsi que la lutte contre la corruption². Pendant les semaines précédentes, des cortèges faisant écho au

¹ Nathanaël Uhl, *Gilets jaunes : la révolte des marches françaises*, in ACJJ, publié le 5 décembre 2018, consulté le 25 décembre 2018

² *Le mouvement «gilets jaunes» inspire les luttes dans le monde*, in RFI, publié le 25 décembre 2018, consulté le 26 décembre 2018.

mouvement français ont irrigué les Pays-Bas, la Belgique, l'Espagne, la Serbie, l'Irak ou même le Burkina Faso.

Arrière-fond italien

Modes d'action et revendications convergent, brandissant le fameux gilet jaune en étendard. Pourtant, ce n'est pas de France qu'est partie la révolte de la classe moyenne en voie de déclassement. Il semble qu'il faille plutôt franchir les Alpes pour aller trouver les premières prémises d'un rejet des élites, considérées comme ne répondant plus aux besoins d'une population fragilisée et à l'avenir bouché.

Sur fond de crise de la société italienne, le Mouvement 5 étoiles (M5S) se construit surtout sur sa « dimension déagiste ». En 2007, le mouvement prend de l'ampleur grâce aux *Vaffanculo Day* (littéralement, les "Jours Allez-vous faire enc...", NDLR). Le mot d'ordre consiste à s'opposer aux élites. Une dimension que l'on retrouve aussi clairement énoncée parmi les Gilets jaunes qui continuent à agiter la scène politique française.

Le M5S profite aussi, et se développe autour, de l'incapacité des partis politiques traditionnels à répondre aux urgences que les Italiens identifient. Au début des années 2010, les scandales politiques se sont enchaînés et les partis politiques au pouvoir durant 20 ans ont passé plus de temps à réformer les institutions qu'à lutter contre le chômage ou les inégalités sociales.

« *C'est ce terreau d'insatisfaction très fort qui a permis l'émergence dans le système d'un parti antisystème* », souligne Camille Bedock, docteure en sciences politiques de l'Institut universitaire européen de Florence (Italie) et chargée de recherche au CNRS³. De la même manière encore, les Gilets jaunes français manifestent leur rejet des formations politiques dont ils estiment qu'elles ne répondent plus à leurs besoins.

³ « Les Gilets jaunes et le Mouvement 5 étoiles ont en commun le rejet des élites », in le JDD, publié le 28 novembre 2018, consulté le 17 décembre 2018.

« *Hurllement contre l'establishment* »

Mais l'Europe méditerranéenne n'a pas le monopole de ce refus d'une classe politique déconsidérée. Le résultat du référendum tenu au Royaume-Uni en juin 2016 pour ou contre la sortie de l'Union européenne s'inscrit dans cette lame de fond. Figure de la gauche du parti travailliste, la membre du parlement pour Hackney (Londres), Diane Abbott, le résume d'ailleurs ainsi : « *Le vote du 23 juin est un hurlement contre l'establishment, contre Westminster* ». Les Britanniques ont saisi l'occasion de ce référendum pour sanctionner un establishment – partis politiques, presse *mainstream*, institutions financières et, même, syndicats - très majoritairement pro-européens⁴.

Cet establishment, en Grande-Bretagne, est jugé comme déconnecté de la réalité que vit la population. Il a aussi sa part de responsabilité dans cette affaire. Ainsi, la crise de l'acier. Le gouvernement britannique a eu beau jeu de faire porter la responsabilité du désengagement de Tata Steel sur l'Union européenne, qui n'a pas su résister à la concurrence, principalement chinoise. Mais il faut se rappeler que c'est bien le gouvernement de David Cameron qui s'est opposé à ce que l'Union européenne rehausse ses tarifs douaniers face à la production chinoise⁵. Parce que la Chine allait annoncer trente milliards de livres d'investissements, notamment dans la filière électrique au Royaume-Uni.

Le Brexit a aussi, nous l'avions déjà écrit⁶, révélé les fractures du Royaume-Uni. En premier lieu, les jeunes ont clairement voté en faveur du maintien quand les personnes âgées ont opté pour la sortie. Dans la tranche 18-24 ans, 73% de ceux qui se sont déplacés aux urnes ont choisi le vote « *remain* » (rester). Les plus de 65 ans ont utilisé le bulletin Brexit à plus de 60%. Il faut cependant préciser que seuls 40% des moins de 25 ans ont pris la peine d'aller voter. Une autre fracture, sociale cette fois, est apparue en fonction du sentiment d'appartenance de classe. Un sondage réalisé par l'institut ICM les 29 et 30 mai rappelle que

⁴ Nathanaël Uhl et Silvère Chabot, *Brexit : un vote de rejet qui fragilise le Royaume-Uni bien plus que l'Union européenne*, publié en septembre 2016, consulté le 15 décembre 2018.

⁵ Emmanuel Maurel : « *Des millions d'emplois industriels sont menacés à court terme par la Chine* », in L'Arène nue, publié le 14 juin 2016, consulté le 15 décembre 2018.

⁶ Silvère Chabot et Nathanaël Uhl, *Royaume-Uni : Brexit et conséquences*, in ACJJ, juillet 2016, consulté le 15 décembre 2018.

les catégories les plus favorisées tendent à voter pour le maintien dans l'Union quand les travailleurs manuels et les allocataires des aides sociales penchent vers la sortie. C'est même la catégorie des salariés qualifiés – le cœur de la classe moyenne qui se sent victime de « déclassement » - qui plébiscite le Brexit avec 68% des intentions de vote⁷.

Protection que le welfare state n'apporte plus

Ce déclassement - réel ou supposé, peu importe au fond – s'explique par plusieurs facteurs. En premier lieu, le niveau de formation initiale, généralement bas, qui ne permet pas à des pans entiers de la classe ouvrière aisée et de la classe moyenne inférieure de « s'adapter » à la mondialisation et, encore moins, aux évolutions imposées à l'économie par la financiarisation et la numérisation. Comme nous le relevions⁸, les bataillons du « Leave » se sont recrutés parmi les moins diplômés, les ouvriers et les employés, les retraités... chez ceux qui ont besoin d'une protection que le *welfare state* leur apportait autrefois.

En cela, il y a des échos avec le portrait-robot que le quotidien économique français *Les Echos* a dressé de l'électeur moyen de Donald Trump, lors de l'élection présidentielle américaine de 2016. Se basant sur les sondages « sortie des urnes » réalisés par l'institut Edison Reseach pour CNN⁹, le quotidien de référence français souligne ainsi que 52% des électeurs interrogés non-diplômés de l'enseignement supérieur ont voté pour Donald Trump, contre 44% pour Hillary Clinton. Le sondage révèle également que plus les Américains sont diplômés, plus ils ont voté en faveur de la candidate démocrate. Comme en Grande-Bretagne, ce sont les plus âgés qui ont plébiscité le candidat républicain aux accents populistes : l'électorat de 45 ans et plus s'est prononcé à 53 % pour Donald Trump et à 44 % pour Hillary Clinton¹⁰.

⁷ Nathanaël Uhl et Silvère Chabot, *Brexit : un vote de rejet qui fragilise le Royaume-Uni bien plus que l'Union européenne*, op. cit.

⁸ Nathanaël Uhl et Silvère Chabot, *Brexit : un vote de rejet qui fragilise le Royaume-Uni bien plus que l'Union européenne*, op. cit.

⁹ Sondages *sorties des urnes* pour CNN, publié le 23 novembre 2016, consulté le 11 décembre 2018.

¹⁰ *Portrait-robot de l'électeur de Donald Trump*, in *Les Echos*, publié le 10 novembre 2016, consulté le 11 décembre 2018.

Pourtant, ce ne sont pas les plus économiquement faibles qui ont porté leurs suffrages sur le candidat républicain. Les personnes gagnant moins de 50.000 dollars par an ont, majoritairement (plus de 51%), choisi la représentante du parti démocrate. Ils sont même 53% à avoir voté Clinton dans la tranche de revenus inférieure à 30.000 dollars. Le rapport s'inverse radicalement pour les électeurs qui gagnent entre 50.000 et 100.000 dollars par an. Là encore, c'est la classe moyenne, plutôt blanche et âgée, percutée par les évolutions économiques, qui a opéré la bascule anti-establishment. Enfin, les électeurs de Donald Trump se recrutent, en majorité, dans les zones rurales et suburbaines.

Cohérence globale

Est-ce là un trait commun avec les Gilets jaunes français ? Pour l'heure, les études sociologiques scientifiques sont toujours en cours. Nous nous en tiendrons donc aux observations réalisées et aux sondages. Concernant le cercle des gens qui se réclament «gilets jaunes», soit « 20% » des personnes interrogées par l'institut Elabe, la proportion d'employés et d'ouvriers est supérieure à la moyenne. Dans ces catégories, respectivement 26% et 29% se disent « gilets jaunes ». En revanche, les cadres et professions intellectuelles supérieures ne s'affichent qu'à 13% comme engagés dans ce mouvement. Les 50-64 ans sont plus nombreux que les 18-24 ans, et les salariées et salariés du privé plus représentés que celles et ceux du public. Celles et ceux qui se revendiquent «gilets jaunes» habitent, plus souvent, en zone rurale ou périurbaine. Chez les sondés affirmant habiter dans des communes rurales ou des petites villes de 2.000 à 20.000 habitants, on trouve respectivement 27% et 24% de « gilets jaunes »¹¹.

Les observations in situ du sociologue Benoît Coquard confirment les relevés des sondages. Il a passé plusieurs week-ends sur les ronds-points de province occupés par les Gilets jaunes. *« Il y a une cohérence globale dans les profils rencontrés, car les « gilets jaunes » sont centrés dans la zone « en bas à droite » de l'espace social si l'on prend une grille de lecture bourdieusienne, c'est-à-dire des classes populaires aux classes intermédiaires plutôt peu*

¹¹ *Ce que révèlent les sondages sur l'identité des « gilets jaunes »*, in *Slate*, publié le 4 décembre 2018, consulté le 9 décembre 2018

diplômées et exerçant des métiers manuels », explique-t-il dans un entretien à la revue en ligne *Contretemps*¹².

Classes moyennes en voie de prolétarisation

M5S italien, Brexit britannique, élection de Donald Trump ou explosion des Gilets jaunes... quelle que soit la forme prise, on retrouve des invariants. Parmi lesquels et en premier lieu, la révolte des classes moyennes paupérisées face à un Etat dont elles jugent qu'il ne les protège plus. C'est d'ailleurs pourquoi l'impôt constitue, en France mais aussi aux Etats-Unis, le déclencheur de la jacquerie : à quoi bon payer pour une structure qui ne m'offre rien à moi¹³ ? Rejet de l'Etat donc rejet des corps intermédiaires traditionnels, qui sont associés à la gestion et à la préservation de l'Etat comme représentant d'un bien qui n'est plus vécu comme commun. Face à ce vécu d'une absence de protection, les classes moyennes se sentent menacées de prolétarisation, de relégation, de déclassement. La relecture du travail de Daniel Guérin sur la question nous rappelle où ce sentiment peu mener.

Au final, dans ce constat d'une révolte internationale des classes moyennes, il manque un éclairage sud-américain. L'élection de Jair Bolsonaro à la présidence du Brésil nous oblige à élargir un horizon trop limité à la sphère culturelle ou d'influence européenne.

¹² *Qui sont et que veulent les « gilets jaunes » ? Entretien avec Benoît Coquard*, in *Contretemps*, publié le 23 novembre 2018, consulté le 5 décembre 2018

¹³ Nathanaël Uhl, *Gilets jaunes : la révolte des marches françaises*, op. cit.